



**DÉCISION N° 20 DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
PRISE EN VERTU DE LA DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
A M. LE PRESIDENT PAR DELIBERATION N°123/20 DU 24 SEPTEMBRE 2020 MODIFIEE PAR  
LES DELIBERATIONS N° 9/21 DU 11 MAI 2021, N° 174/21 DU 29 JUIN 2021  
N°198/22 DU 8 JUILLET 2022, N° 76/23 DU 14 AVRIL 2023**

**PORTANT SUR LA DECISION D'ESTER EN JUSTICE  
DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GUERET**

-----

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-10, L 5211-1, L 5211-3, L 2131-1, R 2122-7-1 et R 2121-9 du CGCT,

Vu le procès-verbal de l'élection de M. Eric CORREIA, Président de la Communauté d'agglomération du Grand Guéret, en date du 10 juillet 2020,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire n° 123/20 des 24 Septembre 2020, n° 91/21 du 11 mai 2021, n° 174/21 du 29 juin 2021, n° 198/22 du 8 juillet 2022, n° 76/23 du 14 Avril 2023 concernant les délégations du Conseil Communautaire accordées à M. le Président pour la durée du mandat,

Considérant la demande reçue le 28 Mars 2023 de la SCI « FL » d'assignation devant le Tribunal judiciaire de Guéret dans le cadre de désordres liées à des canalisations d'assainissement,



**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup>**: d'ester en justice pour défendre les intérêts de la Communauté d'Agglomération dans le cadre du contentieux l'opposant à la SCI « FL »,

**Article 2** : de désigner le cabinet d'avocats SELAS HADES AVOCATS situé 3, avenue Pierre Mendès France à GUERET, pour représenter la Communauté d'agglomération du Grand Guéret devant le Tribunal Judiciaire de Guéret dans le cadre de ce contentieux.

**Article 3** : de conclure et de signer une convention d'honoraires avec ce cabinet d'avocats pour les honoraires d'intervention.

**Article 4** : Cette décision prend effet à compter de sa signature, de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa mise en ligne sur le site internet de la Communauté d'agglomération. Cette décision sera publiée au registre des délibérations.

**Article 5** : Le Président rendra compte de cette décision à la plus proche réunion du Conseil Communautaire.

**Article 6** : La présente décision :

- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (article L411-7 du Code des relations entre le public et l'administration),
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges ou sur le site télérécourse citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Président si un recours gracieux a été préalablement exercé.

**Article 7** : Le Président de la Communauté d'agglomération, la Directrice Générale des Services, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Guéret, le 21 AVR. 2023

LE PRÉSIDENT

M. ERIC CORREIA



Accusé de réception en préfecture  
023-200034825-20230421-D20\_23-AR  
Date de télétransmission : 03/05/2023  
Date de réception préfecture : 03/05/2023